Venezuela : quand l'éditocratie légitime l'impérialisme

par Jérémie Younes, lundi 19 janvier 2026

Défendre le droit international ou appuyer l'impérialisme étatsunien ? Les éditorialistes ont tranché.

« *C'est un peu facile de dire que c'est toujours l'impérialisme […] mais si on peut faire tomber une dictature, alors pourquoi pas ! Et je crois que c'est ce qu'est en train de faire Trump.* » Il est 10h20 sur LCI, samedi 3 janvier, et la chaîne d'info a invité François-Xavier Freland, ancien correspondant au Venezuela, en duplex depuis chez lui, pour analyser les images de bombardements qui arrivent tout juste de Caracas : **« *On voyait bien de toute façon que ça devenait de plus en plus tendu autour de Noël*, explique le journaliste, *et beaucoup de Vénézuéliens sur place s'attendaient à une attaque imminente, comme une espèce de cadeau* ». L'agression des États-Unis vient tout juste d'avoir lieu et Donald Trump n'a pas encore parlé. Mais l'ancien correspondant le devance : l'intervention militaire est un « *cadeau* » qui vise à destituer un dictateur narcotrafiquant. C'est un peu facile de dire que c'est toujours l'impérialisme.**

Quelques secondes plus tard, l'annonce tombe : Maduro a été enlevé par les États-Unis. Freland exulte :

> **François-Xavier Freland :** C'est un moment historique pour les Vénézuéliens parce que je pense qu'honnêtement ça faisait longtemps qu'ils avaient envie de voir tomber ce régime complètement à la ramasse […]. Maduro espérait peut-être passer pour une victime, pour un martyr de la révolution, mais plus personne n'y croit à sa révolution bolivarienne. D'ailleurs je peux vous dire une chose, en Amérique latine, tout le monde se détourne de ce socialisme du XXIe siècle, qui a ruiné tous les pays qui y avaient adhéré.

Pendant la première heure de l'édition spéciale de LCI, les termes « droit international » ne sont pas prononcés une seule fois à l'antenne. Après avoir été totalement piétiné dans le cadre du

traitement médiatique de la question palestinienne, peut-on encore s'en étonner ? Reste qu'en guise d'« information », les professionnels de la parole publique éditorialisent, jugent, bavardent et s'autorisent à commenter « à chaud » sans en savoir encore très long des événements – et encore moins de ses répercussions : la norme de l'apparition médiatique.

« *Scènes de liesse* » à Caracas : « info en continu » ou scénario préfabriqué ?

Sur France 24 aussi, dans la foulée de l'annonce par Donald Trump de l'enlèvement de Nicolas Maduro, on se met à spéculer : « *C'est vrai qu'on s'attend maintenant, peut-être, à voir des scènes de liesse dans les rues* », hasarde la présentatrice de l'édition spéciale, Aude Lechrist, qui poursuit « l'info » par anticipation : « *C'est ce qu'on l'on diffusera si c'est le cas, bien évidemment.* » Mieux équipée en correspondants internationaux que la plupart des autres chaînes d'information, France 24 contacte immédiatement Alice Campaignolle, journaliste française à Caracas. Une anecdote lancée au cours de sa première intervention va rapidement prendre une proportion inattendue… et illustrer de manière spectaculaire la fabrique de « l'information » et des cadrages dominants.

Alice Campaignolle est questionnée par Aude Lechrist sur le « *soutien réel de la population à Maduro* ». La correspondante répond que « *l'on estime les partisans de Nicolas Maduro entre 20 et 30% maximum de la population* », et pousse l'analyse un cran plus loin : « *En réalité, autour de moi, ces derniers mois, les gens étaient plutôt favorables à une intervention américaine. Ils voyaient cette intervention américaine possible […] comme une libération…* » Soudain, Alice Campaignolle s'interrompt, se retourne à moitié et reprend : « … *Et je ne sais pas si vous l'entendez autour de moi, mais il y a des gens qui s'exclament à l'heure qu'il est… […] Je tiens à ce que vous le sachiez, les gens s'exclament.* » Sur le direct, il fait encore nuit à Caracas et nous n'entendons pas les cris que rapporte la correspondante. Mais « l'info » plaît tellement à la présentatrice qu'elle devient structurante dans la minute qui suit, au point de donner le ton et le

cadrage de ses questions à venir.

Face au premier invité en effet – Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à la fondation Jean-Jaurès –, qui évoque une violation flagrante du droit international, la relance d'Aude Lechrist ne se fait pas attendre : « *[…] Et pourtant, notre correspondante à Caracas nous disait qu'à l'annonce par Donald Trump de la capture du président Maduro, elle assistait, elle entendait des scènes de liesse…* » Par un petit glissement sémantique (et un gros raccourci), non seulement les « exclamations » rapportées par Alice Campaignolle sont devenues des « *scènes de liesse* », mais une impression rapportée à l'instant T est mobilisée pour cadrer l'interview d'un chercheur… et contester un argumentaire fondé sur le droit international. La même scène est rejouée quelques minutes plus tard, face à un autre universitaire, Eduardo Rios (Sciences Po Paris). Aude Lechrist lui pose une première question avant de solliciter de nouveau Alice Campaignolle, en duplex de Caracas :

> **Aude Lechrist :** Cette opération pose des questions de légalité, nous allons y revenir, restez avec nous Eduardo Rios. Mais avant cela, on va retrouver notre correspondante à Caracas, Alice Campaignolle […]. Vous nous parliez au moment de l'annonce de cette capture de scènes de liesse de la part des Vénézuéliens. Est-ce que c'est toujours le cas ? […]

Cette fois, la correspondante est obligée de modérer l'enthousiasme de la présentatrice : « *Non, pour le moment, à part quelques cris de joie que j'ai entendus au moment de l'annonce sur les réseaux sociaux, pour le moment tout est extrêmement calme, il est encore tôt ici, les rues sont vides.* » Bref, les « *scènes de liesse* » n'ont pas fait long feu à l'antenne de France 24.

« *Venezuela : pourquoi Emmanuel Macron a raison* »

Durant les premières heures, les discussions de plateaux vont ainsi fluctuer au gré des informations qui se décantent. Il est tout de même possible d'identifier quelques-uns des axes qui, pour ne pas être systématiques, ont néanmoins contribué au bruit médiatique

dominant. À commencer par celui qui affleure des exemples de LCI ou de France 24 : anticiper les justifications « démocratiques » de cette intervention impérialiste avant même la première prise de parole de Donald Trump. Mais ces justifications n'arriveront… jamais. Lors de sa conférence de presse à 17h, le 3 janvier, le président américain ne s'embarrasse que très peu d'enrobage démocratique, affichant sans ambages ses motivations : le contrôle stratégique du Venezuela et de ses ressources naturelles. Pas de quoi enrayer le moulin à parole des radios et des télés françaises, qui vont continuer sur ce thème et trouver en fin de journée un nouvel appui. Et de choix : Emmanuel Macron qui, dans sa réaction officielle, ne dit pas un mot du droit international et affirme d'emblée : « *Le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s'en réjouir.* »

C'est un nouveau départ pour l'éditorialisme. Et si la réaction du président de la République surprend la plupart des journaux, les commentateurs ménagent leurs critiques via un tour de passe-passe désormais habituel : le mépris du droit international par Emmanuel Macron n'est pas un *fait* mais une « *accusation de la gauche* », résume courageusement Renaud Dély (Franceinfo, 5/01), parmi les plus virulents contempteurs du pouvoir… Et ce, quand les éditorialistes ne volent pas plus directement au secours d'Emmanuel Macron. Anne Saurat-Dubois par exemple, qui déploie une inventivité langagière étonnante sur BFM-TV (5/01) pour justifier l'absence de condamnation d'une violation manifeste du droit international : si le président s'est contenté d'applaudir l'ingérence américaine, c'est parce qu'il a réalisé une « *ellipse stratégique* ». Qu'en termes galants ces choses-là sont mises !

Peu à peu, et conformément au cadrage d'Emmanuel Macron, les références au droit international vont ainsi s'estomper pour laisser place aux commentaires sur la « *chute* » d'un dictateur et la libération du peuple vénézuélien. Et comme d'habitude, c'est sur Franceinfo que l'on trouve les meilleurs exégètes du gouvernement français. Dès le 3 janvier, à 19h39, soit 9 minutes après le tweet d'Emmanuel Macron, Laurence Haïm, « journaliste spécialiste des États-Unis », mais aussi ancienne porte-parole d'Emmanuel Macron – ce qui n'est pas précisé dans le bandeau de

présentation –, est déjà en plateau pour assurer le service après-vente. La présentatrice la lance : « *Il n'y a aucune condamnation dans ce message…* » Laurence Haïm n'est pas d'accord et le trouve équilibré :

> **Laurence Haïm :** Non mais c'est un message… Petit 1, c'est très bien vous vous êtes débarrassé d'une crapule. Petit 2, attention ne vous installez pas quand même trop […], la transition doit être démocratique ! Et c'est fait avec beaucoup de diplomatie, mais c'est vraiment le message qui est passé !

Le 5 janvier, dans la matinale de la chaîne, l'inénarrable Alix Bouilhaguet ne fait elle non plus aucun détour : « *La réaction d'Emmanuel Macron suscite beaucoup de critiques, mais je vais vous expliquer surtout pourquoi il a raison !* »

Sur LCI, Éric Brunet ne dit rien de différent le lendemain dans son émission (6/01) :

> **Éric Brunet :** Les Européens se roulent par terre depuis ce week-end, expliquant qu'aucune base légale ne permettait aux États-Unis et à Donald Trump, d'enlever, de retenir et de juger le président du Venezuela, Nicolas Maduro. Sauf Emmanuel Macron ! Lui ne se roule pas par terre […]. Au passage, bravo Emmanuel Macron !

« *Je m'accommode du fait que le droit international n'ait pas été respecté* »

Comme le résume un bandeau de l'émission « Tout est politique », diffusée sur Franceinfo : « Venezuela : la force du droit contre la realpolitik ? » Voici la problématique fondue dans une équation simple, que les journaux vont décliner de façon plus au moins subtile – droit international contre « *realpolitik* » (*Le Parisien*, 4/01) ; idéalistes contre réalistes, « *herbivores* » contre « *carnivores* » (*Paris Match*, 6/01) – et à laquelle de nombreux éditorialistes répondent tout de go. Gilles Bornstein par exemple, qui, au cours d'une séquence d'anthologie sur Franceinfo (5/01) avec le docteur en droit public (et invité régulier) Béligh Nabli, a visiblement tranché la question :

> **- Gilles Bornstein :** Je comprends que le droit international doit être une boussole, mais à un moment, il faut parler des peuples. Si ne pas respecter le droit international permet justement de minorer l'importance de la loi du plus fort, alors la question est posée. Vous avez dit « ce qui se joue, c'est un rapport au droit ». Ce qui se joue aussi, c'est l'intérêt du peuple vénézuélien. Et si effectivement, cet acte qui n'a pas respecté le droit international – évidemment on n'y est pas – permet des élections libres et permet que finalement ça aille mieux pour le peuple vénézuélien, alors la question est posée. J'ai un autre exemple.
>
> **- Béligh Nabli :** Non, non, mais là vous portez atteinte à la souveraineté des Vénézuéliens. C'est pas aux États-Unis d'intervenir pour régler un conflit interne.
>
> **- Gilles Bornstein :** Ce n'est pas aux États-Unis d'intervenir, théoriquement.
>
> **- Béligh Nabli :** C'est pas « théoriquement ».
>
> **- Gilles Bornstein :** Bien sûr, après, il faut voir le résultat. Et ce qu'il en adviendra pour le peuple vénézuélien ne

peut pas être complètement évacué, laissez-moi terminer, ne peut pas être complètement évacué du débat. On a eu le même débat au moment de l'intervention américaine à Téhéran. Alors effectivement, les bombardements […] américains contre les installations nucléaires […] venaient à l'encontre du droit international. Mais le monde est-il plus sûr avec un Iran qui a un arsenal nucléaire dégradé, quitte à ce que le droit international... ? […]

- Béligh Nabli : Mais vous changez de registre. Dans un premier temps, vous parlez du « respect du peuple », et après vous parlez d'« un monde plus sûr » : on n'est plus dans le même registre ! Vous n'êtes pas cohérent…

- Gilles Bornstein : Mais je n'ai pas la prétention de... Je ne suis pas un universitaire, je vous dis ce que je ressens en tant que citoyen.

- Béligh Nabli : C'est quand même problématique…

- Gilles Bornstein : Mais, après ces interventions en Iran, par exemple, si le monde est moins dangereux, je m'accommode du fait que le droit international n'ait pas été respecté. Si à la fin des fins, le peuple vénézuélien y trouve son compte, je crois que je m'accommoderais du fait que Donald Trump n'ait pas respecté le droit international.

Au moins, c'est dit.

Gilles Bornstein n'est d'ailleurs pas le seul (ni le premier) à assumer de s'accommoder de la violation du droit international. L'éditorialiste du service public peut notamment s'enorgueillir de tenir une position identique à celle de la tête d'affiche du groupe Bolloré :

Pascal Praud : Eh bien si l'arrestation de Maduro met un terme à la dictature vénézuélienne, si elle apporte la démocratie, si elle freine le narcotrafic dans le monde, je me dirais que la fin justifie les moyens et qu'entre légalité et légitimité – éternel débat qui traverse l'histoire –, je choisirais toujours la légitimité. [1]

Exaltation de la force : déclinaisons médiatiques

Sur BFM Business (5/01), comme l'a relevé Arrêt sur Images, le rédacteur en chef Mathieu Jolivet ne se gêne pas non plus : « *La question de s'affranchir du droit international, elle peut se poser légitimement, tout simplement parce qu'aujourd'hui, on ne vit pas dans un monde de bisounours.* » « *Est-ce une ingérence politique ou le sauvetage d'un peuple ?* », se demande plus candidement Europe 1 (5/01). La réponse ne se fait pas attendre : « *C'est le retour de la realpolitik, c'est le retour des sphères d'influence* », explique le rédacteur en chef du journal d'extrême droite Frontières, Erik Tegnér, chose que l'on a du mal à comprendre en France, regrette-t-il, « *car nous n'avons plus de sphère d'influence : l'Afrique, on l'a totalement quittée* ».

À travers la presse écrite aussi, les exaltations de la force contre le droit sont légion. Dans un édito du 4 janvier titré justement « Realpolitik », qui semble être le mot choisi par certains pour parler d'impérialisme, le rédacteur en chef du *Parisien* Frédéric Michel s'exclame :

> **Frédéric Michel :** On peut toujours applaudir des deux mains la chute d'un monstre. Après des années de répression et de violences, Nicolas Maduro laisse le Venezuela exsangue, miné par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. […] Comment dès lors ne pas se réjouir de son arrestation ?

Dans la suite de son papier, le journaliste qualifie Nicolas Maduro de « *vermine* » [2] dont « *l'opération clandestine* » américaine a « *débarrassé la planète* ». Même ambiance à *l'Opinion* (4/01), avec le bien nommé Éric Le Boucher : « *Voir le tyran Nicolas Maduro menotté dans un jogging immonde et emporté vers New-York : quoiqu'on en pense, l'image fait plaisir.* » Au lendemain des bombardements américains, le titre de son édito est le suivant : « Et si 2026 nous rapportait de l'optimisme ? » Guillaume Roquette du *Figaro* est sur la même ligne :

> **Guillaume Roquette :** […] Le procédé employé par Donald Trump prend indéniablement de sérieuses libertés

> avec les règles de souveraineté territoriale. Et alors ? Les forces spéciales américaines n'ont-elles pas fait œuvre de salubrité publique en débarrassant le Venezuela d'un dictateur qui a ruiné son pays, emprisonné ses opposants et contraint à l'exil 8 millions de personnes ?

Dans le FigaroVox (6/01), le chroniqueur Julien de Saint-Lalanne légitime lui aussi la loi du plus fort (et la ligne de son groupe de presse) en orientant copieusement la réponse d'une question qui, en première instance, ne devrait même pas en être une : « L'arrestation de Nicolas Maduro est-elle vraiment contraire au droit international ? » Le choix du terme « arrestation » n'est en outre pas innocent puisqu'il consiste à présenter les bombardements américains et l'enlèvement du président vénézuélien comme une « opération de police » contre un narco-criminel – un argument au cœur de la propagande étasunienne. Les défenseurs de cette vision des choses ont en tout cas micro ouvert dans « C ce soir » (5/01) : « *Les États-Unis ici ont agi […] en position de légitime défense*, ose le journaliste Gérard Olivier, *parce que le trafic de drogue orchestré, dans lequel le Venezuela participe, tue des dizaines de millions de personnes tous les ans* ».

Haro sur LFI

Ce déferlement éditorial dans une large partie de la presse a un corollaire évident : celui de renvoyer à leur naïveté toutes les expressions, qu'elles soient politiques ou universitaires, qui se sont attachées à dénoncer l'agression impérialiste. La séquence a donc donné lieu à un nouvel intense épisode de matraquage des positions de la gauche en général, et des insoumis en particulier, à grands coups de chroniques assassines et d'interviews « interrogatoires ». Ainsi, les interviews matinales de Manuel Bompard chez Thomas Sotto (RTL, 5/01) et de Mathilde Panot chez Apolline de Malherbe (BFM-TV, 7/01) sont remarquablement similaires, tous deux sommés de répondre à la question : « Nicolas Maduro était-il un dictateur ? » Le sous-texte n'est pas exprimé par les présentateurs, mais c'est tout comme : si Maduro est un dictateur, alors on peut se réjouir de sa chute, et,

conséquemment, de l'intervention américaine. Anticipant certainement ce cheminement de pensée, et manifestement coordonnés, Bompard et Panot tentent tous deux d'éviter l'obstacle : « *Ce n'est pas la question qui se pose* » dit Panot, « *ce n'est pas la question qui est posée* », répond Bompard. Mais force est de constater que dans ce cas précis, les effets de cadrage sont si puissants que les tentatives de le déjouer sont vaines : la question, qui apparaît simple, est réitérée plusieurs fois par les présentateurs. Et les insoumis, refusant de répondre, semblent s'embourber…

***

Dans la foulée de toute cette production médiatique, dont on peut trouver d'autres extraits chez Arrêt sur images, ici et là, ou encore sous la plume de Samuel Gontier, plusieurs journaux ou antennes se sont demandé si le droit international avait été définitivement enterré par Donald Trump au Venezuela. Dans les médias en tout cas, les funérailles avaient déjà eu lieu à Gaza.

Jérémie Younes

Acrimed est une association qui tient à son indépendance. Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions. Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en adhérant à l'association.

[1] Cité dans « Face à Trump : les médias entre admiration, sidération et embarras », Blast, 18/01.

[2] « *Vermine* » qui se transformera en « *personnage méprisable* » dans l'édition papier du lendemain.